

Sophie Pantel, Députée de la Lozère
Serge Gaysot, Suppléant

NEWSLETTER

HORS SERIE

POUR SUIVRE MON ACTUALITE



Sophie Pantel
- Députée de
la Lozère



EDITO



Chers lozériens, chères lozériennes,

En cette rentrée, l'actualité politique est riche.

Ainsi, je tenais à vous faire part, à travers ce numéro spécial de mes différentes positions sur des sujets qui font la une des médias depuis quelques semaines : la procédure de destitution du Président de la République, le nouveau gouvernement, le discours de politique générale de Michel Barnier, la santé mentale en France, la proposition de loi du Rassemblement National abrogeant la réforme des retraites et la motion de censure déposée par mon groupe politique.

Ces newsletters s'inscrivent dans le cadre de l'obligation légale qui incombe aux élu(e)s d'informer les citoyens des décisions prises les concernant. C'est un principe essentiel de la démocratie et j'ai toujours rendu compte de mon activité lors de mes mandats précédents.

En toute transparence, je souhaite que cette lettre porte à votre connaissance l'ensemble des travaux en cours et l'ensemble des débats parlementaires.

Bien à vous,

Sophie Pantel, Députée de la Lozère

L'ACTU POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT BARNIER

Un Premier ministre de droite nommé, après deux mois d'attente, cette nomination n'est synonyme que de déceptions et de fortes inquiétudes.

En effet, après le chaos orchestré avec la dissolution, le brouillard et la longue temporalité savamment entretenu par le Président de la République, ce fut le temps du triste jeu politicien qui ne sert qu'une chose : dissiper la volonté de changement qui s'est majoritairement exprimée lors des élections législatives afin de lui permettre de conserver ce pouvoir vertical, solitaire qui a fait tant de mal au pays ; et pourtant le vote des français était clair, ils avaient balayé la majorité du président tout en rejetant le programme de l'extrême droite.



[MA REACTION COMPLETE](#)

LE DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT



Le Discours de Boris Vallaud, Président du Groupe Socialistes et apparentés de l'Assemblée Nationale :

[POUR LE CONSULTER](#)

MA RÉACTION :

La décision du Président de la République de nommer Michel Barnier à Matignon et la formation du gouvernement est une négation du résultat des trois derniers scrutins électoraux où les français ont demandé une rupture avec la politique menée depuis 7 années par le président de la République et ses soutiens dont chacun connaît aujourd'hui le bilan, notamment plus de 1000 milliards de dette depuis 2017, la taxation des classes moyennes, des TPE/PME pour offrir chaque année 50 milliards aux très grandes entreprises et aux très hauts revenus.

[LE TEXTE COMPLET](#)



MOTION DE CENSURE DE LA GAUCHE CONTRE LE GOUVERNEMENT BARNIER

Olivier Faure a défendu la motion de censure de l'ensemble de la gauche contre le gouvernement de Michel Barnier pour laquelle j'ai voté, le 8 octobre, avec 196 autres députés.

[RETROUVEZ SON DISCOURS](#)

MA POSITION SUR LA SANTE MENTALE

“ Je me félicite de voir la Santé mentale mise au rang de Grande Cause Nationale par le nouveau gouvernement. La psychiatrie est souvent le parent pauvre de la santé. Cette décision vient soutenir les conseils départementaux, chefs de file de l'action sociale, qui sont en première ligne pour répondre à ces défis et font face depuis des années à des manques de moyens, notamment dans le cadre de l'accompagnement des jeunes l'Aide Sociale à l'Enfance. En tant que Députée de la Lozère, j'espère que le département ne sera pas oublié pour faire face aux besoins des publics fragilisés et rappelle l'importance de la présence du Centre hospitalier François-Tosquelles en Lozère et son maillage territorial pour les lozériens et lozériennes.”



DIMANCHE EN POLITIQUE, LE 06 OCTOBRE SUR FRANCE 3 OCCITANIE

« J'ai été invitée à participer hier à l'émission #dimanche en politique sur France 3 Occitanie, comprenant plusieurs temps d'échanges sur l'actualité de la semaine. J'ai pu notamment débattre avec Samuel HERVE président du Medef Occitanie au sujet des orientations présentées par le Premier ministre concernant la fiscalité des entreprises. J'ai rappelé d'une part l'importance de préserver de toute imposition nouvelle les TPE PME qui font la richesse de nos territoires, qui créent les emplois et d'autre part la nécessaire justice fiscale qui doit appeler la solidarité et la contribution des très grosses entreprises, qui ont, quant à elles reçues plus de 50 milliards de cadeaux fiscaux chaque année. Proportionnellement les TPE PME payent aujourd'hui plus d'impôts que ces très grosses entreprises. Les revenus du travail sont plus taxés que les revenus du capital. Je suis attachée et serai vigilante aux dispositifs comme le pacte Dutreil, le CIR, les crédits pour l'apprentissage... tout en examinant les adaptations parfois nécessaires pour éviter les effets d'aubaine ou au contraire pour en faciliter l'accès. Le travail va débuter dès la semaine prochaine en commissions et au sein de l'hémicycle. Face à plus de 3200 milliards de dettes dont 1000 milliards pendant les 7 années de la présidence d'Emmanuel Macron, la justice fiscale doit être portée collectivement en responsabilité ».

MA POSITION SUR LA REFORME DES RETRAITES

Comme beaucoup, après avoir votée la recevabilité en bureau de l'Assemblée nationale, je me suis interrogée sur la conduite et le vote à tenir au regard des attentes immenses de nos concitoyens de voir cette dernière réforme de retraite (qui a mis des millions de personnes dans la rue) abrogée, j'ai donc commencé à lire le contenu pour me faire une idée.

[COMMUNIQUE DE PRESSE](#)

TRIBUNE DES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES SUR LE RACHAT DE L'USINE DE LISIEUX

Pour préserver notre souveraineté, le gouvernement Barnier doit s'opposer au passage sous pavillon américain de la production de paracétamol

[TEXTE INTEGRAL](#)

MES POSITIONS DE VOTE



Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance.



Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité.

